

Communiqué de presse

Publication du Corruption Perceptions Index (CPI) 2025

La résistance à la corruption faiblit en Suisse

Berne, le 10 février 2026 – Par rapport à l'année passée, la Suisse a perdu un point et est redescendue au 6ème rang du classement par pays. Ce recul de 81 à 80 points est certes faible, mais la Suisse a progressivement perdu six points depuis 2015. La lutte contre la corruption au niveau fédéral et cantonal, ainsi qu'au sein des entreprises, doit être renforcée. En effet, l'indice de perception de la corruption dans le secteur public (CPI) est corrélé avec la santé de la démocratie. Le CPI ne couvre cependant pas des domaines particulièrement problématiques en Suisse, tels que la corruption transnationale et le blanchiment d'argent.

Six points perdus en dix ans, cela interpelle

Avec 80 points sur les 100 possibles, la Suisse partage le 6ème rang avec la Suède sur un total de 182 pays. Ce bon classement ne doit pas faire perdre de vue que la Suisse a perdu six points en 10 ans, ce qui représente somme toute un recul considérable. Sur cette même période, la moyenne des pays d'Europe occidentale a baissé de deux points. La perte de points enregistrée par la Suisse ces dernières années suggère que, dans l'ensemble, le risque de corruption dans le secteur public augmente, et ce alors même que des domaines particulièrement problématiques en Suisse, à savoir le blanchiment d'argent et la [corruption transnationale](#), ne sont pas reflétés dans le CPI. Le CPI mesure la perception de la corruption dans le secteur public au niveau national, donc par exemple la vulnérabilité de l'administration publique aux pots-de-vin ou au népotisme.

Urs Thalmann, directeur de Transparency International Suisse commente : „Ces 10 dernières années, la proportion de personnes des milieux économiques suisses qui considèrent la corruption de fonctionnaires comme une pratique courante a fortement augmenté, tandis qu'une autre étude souligne un affaiblissement considérable des institutions de lutte contre la corruption. Dans l'ensemble, cela se traduit par une baisse du score attribué à la Suisse dans le CPI, ce qui suggère une augmentation de la propension à la corruption.

Etant donné que nous constatons une large concordance entre la santé des structures démocratiques et les scores obtenus par les pays dans le CPI, un renforcement des mesures de lutte contre la corruption signifierait également un renforcement de la démocratie.”

La stratégie et les autorités fédérales anti-corruption ont encore du potentiel

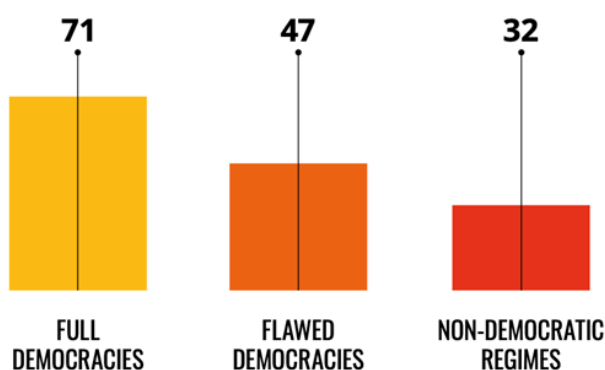
La nouvelle stratégie contre la corruption du Conseil fédéral est un instrument fondamental pour prévenir la corruption au sein de l'administration fédérale. Cependant, certains domaines importants n'y figurent toujours pas, comme la promotion de la transparence du lobbying au niveau de l'administration fédérale. Cette stratégie ne formule pas non plus d'objectifs concernant les délais de carence pour le passage de hauts fonctionnaires dans le secteur privé.

De plus, il n'existe pas d'autorité anticorruption, uniquement un groupe de travail interdépartemental, qui n'a pas de pouvoirs assez larges pour faire appliquer la stratégie.

Et au niveau cantonal et communal

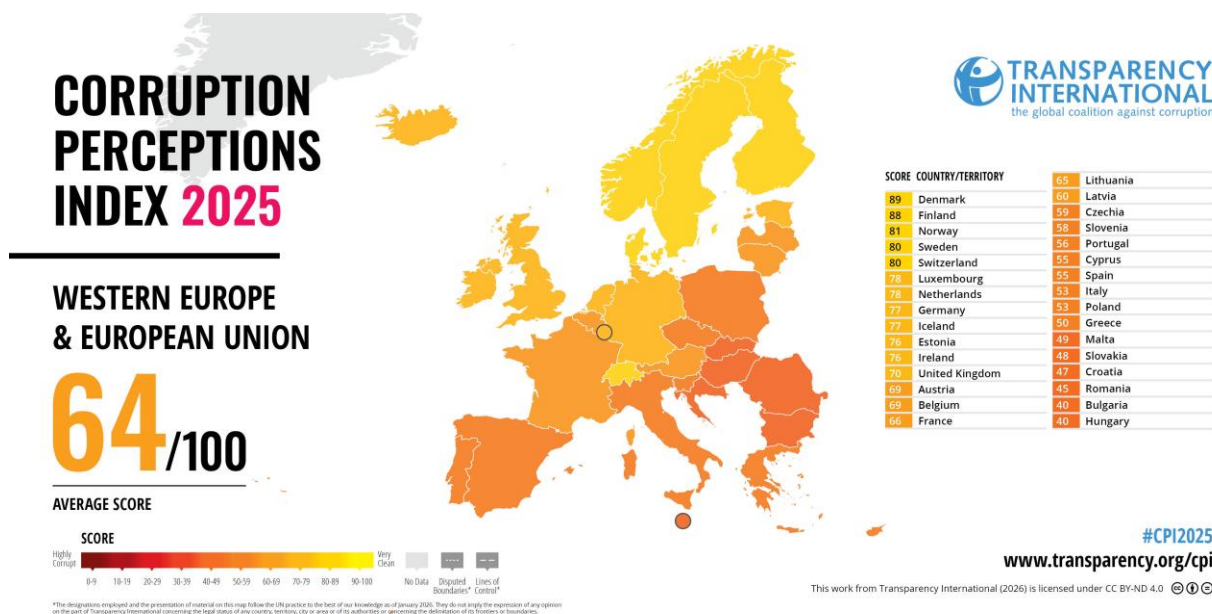
Les cantons et les communes ne disposent pratiquement pas de stratégie de lutte contre la corruption. Et ce, alors que les cantons représentent 43% des dépenses publiques en Suisse, et les communes 24%. Le potentiel de corruption dans le secteur public, en particulier en ce qui concerne le népotisme et les conflits d'intérêts, y est donc élevé. Des stratégies devraient ainsi être mises en place tant au niveau cantonal que communal, afin d'identifier et de réduire les risques de corruption par des mesures préventives efficaces.

Corruption et démocratie



Comparaison du [Economist Intelligence Democracy Index](#) avec le CPI (données 2024) : Moins les Etats sont démocratiques, plus leur score moyen dans le CPI est faible.

Les comparaisons des données montrent qu'une [démocratie saine](#) et un [Etat de droit fort](#) sont corrélés à une plus faible vulnérabilité à la corruption selon le CPI. Un renforcement de la lutte contre la corruption va donc de pair avec le renforcement des structures démocratique de notre pays.



La Suisse en comparaison à l'Europe occidentale et l'UE. D'autres cartes et infographies sont disponibles sur www.transparency.org/cpi. Leur utilisation dans des médias d'information journalistiques est autorisée avec mention correcte des sources.

Le CPI 2025 et des informations complémentaires à ce sujet peuvent être consultés sur les sites www.transparency.org/cpi/ et www.transparency.ch/fr et sur notre page [LinkedIn](#).

Contact médias :

Urs Thalmann, directeur, Transparency Suisse
Tel.: +41 (0)31 382 35 50
E-Mail: info@transparency.ch

A propos de l'indice de perception de la corruption de Transparency International : Créé en 1995 en tant qu'indice mondial de la perception de la corruption dans le secteur public, le Corruption Perceptions Index (CPI) est actuellement établi pour 182 pays. Il s'agit d'un indice composite, c'est-à-dire qu'il résulte d'une combinaison de cinq à treize indices, enquêtes et évaluations (nombre variable en fonction du pays et de la région) publiés par des institutions indépendantes spécialisées dans la gouvernance et l'analyse des parties prenantes. Le CPI est l'indice le plus utilisé pour mesurer la corruption dans le secteur public à l'échelon mondial.